

## ÉDITORIAL JEAN-PAUL BOMBAERTS

Les budgets pour la recherche sont insuffisants.

# Une bataille perdue

**T**rois pour cent du PIB. C'est l'objectif que la Belgique se doit d'atteindre en matière de moyens consacrés à la recherche. L'objectif avait été formulé une première fois en 2002, mais comme il n'avait pas été atteint par la plupart des pays européens en 2010, il a été reconduit pour 2020.

Si l'Europe impose cet effort aux Etats-membres, c'est parce que la recherche stimule l'innovation qui, à son tour, permet de générer des gains de productivité et, in fine, de la croissance économique durable. Pour un continent qui dispose de peu de matières premières — si ce n'est la matière grise — l'enjeu est vital.

En 2015, seuls la Suède, le Danemark et l'Autriche avaient atteint l'objectif. La Belgique, elle, a encore du pain sur la planche.

**Le manque de coordination des efforts entre les différentes entités nuit**

Pire, une étude de l'Université de Namur montre que l'objectif ne sera probablement pas atteint, le retard pris étant trop important. Nous sommes actuellement à 2,47% du PIB investis dans la recherche et le

**à l'efficience des dépenses.**

toutefois un bémol: les aides indirectes (mesures fiscales, comme le crédit d'impôt ou la dispense du précompte professionnel pour les chercheurs) sont comptabilisées dans les dépenses du secteur privé, alors qu'elles grèvent pourtant le budget des pouvoirs publics.

Autre matière à réflexion qui concerne surtout la Wallonie: la recherche est surtout tirée par des grands acteurs comme UCB ou GSK. C'est la logique du Plan Marshall qui permet de réaliser des économies d'échelle mais comporte aussi le risque d'être tributaire de décisions d'un faible nombre d'entreprises. En Flandre, la recherche est portée par davantage d'entreprises, y compris de taille intermédiaire.

Enfin, les universitaires namurois alertent sur le manque de coordination des efforts entre les différentes entités fédérées. Ce qui nuit à l'efficience des dépenses. La régionalisation n'a pas que des vertus.

développement. À qui la faute? Les pouvoirs publics (censés assurer le tiers de l'effort) sont pointés du doigt pour leur tendance à la «procrastination». Avec